# Cahiers de l'humanisme libertaire

REVUE MENSUELLE D'ÉTUDES SOCIOLOGIQUES

**Décembre 1965** — Nouvelle série - N° 118 — ABONNEMENT ANNUEL : **8 F** — LE NUMERO : **0,70 F**


## CONFUSIONNISME MARXISTE

Roland MARTIGNAC.

Il est courant d'entendre dire que la pensée libertaire manque d'unité, que les contradictions fourmillent chez les auteurs ou que tel penseur s'oppose à tel autre sur des questions fondamentales. En effet, qu'y a-t-il de commun entre l'anarchisme de Stirner et le socialisme de Bakounine, entre l'activisme révolutionnaire de Malatesta et le pacifisme de Tolstoï ? Il est bien gênant de constater, qu'avec une intelligence aussi aiguë et des sentiments aussi nobles que les siens, Proudhon ne se prive pas tantôt de critiquer Etat et gouvernement, tantôt de prôner un fédéralisme politique, de défendre d'une part la liberté et la dignité de l'homme, de combattre d'autre part la libération de la femme, etc... Il est bien ennuyeux également, par exemple, que Kropotkine préconise la prise au tas alors que Bakounine souligne la nécessité d'un signe monétaire.

Tout cela est vrai et nous l'accordons volontiers, mais ce qui est grave c'est qu'après avoir fait ces justes critiques, on s'empresse de mettre en parallèle le marxisme. Au moins, nous dit-on, le marxisme forme un tout, c'est un système parfaitement ordonné, sans faille, sans contradictions, sans confusion. Ce genre de remarques nous a d'autant plus surpris qu'il nous est arrivé de les entendre de la bouche même de militants libertaires (ou qui se disent tels !). A notre avis, cela démontre tout simplement que celui qui parle ainsi ne connaît rien à Marx et au marxisme, à l'histoire du socialisme et aux grands événements politiques contemporains. Cela prouve aussi que le niveau culturel et la formation militante de certains sont bien bas.

Qui suit l'actualité internationale est inondé tous les jours de déclarations doctrinales fracassantes que font les Chinois contre les Soviétiques, les Yougoslaves contre les Chinois, les Polonais contre les Albanais, etc. Et pourtant les dirigeants de ces peuples ou pays se déclarent tous marxistes-léninistes ! Ils s'envoient à la tête des citations de Marx et de Lénine avec abondance et avec hargne ; mais le résultat est là : les mêmes textes justifient des conceptions et des positions très diverses. Tous sont marxistes-léninistes mais le titisme, le maoïsme, le castrisme, le « révisionisme », le stalinisme ou le néo-stalinisme divergent sur des questions pratiques ou théoriques essentielles.

A côté de ces puissances, toutes parfaitement marxistes, il existe, dans divers pays, à l'état de groupuscules, des organisations dites « trotskystes ». C'est une manière bien commode de qualifier les marxistes révolutionnaires en lutte contre les partis communistes d'origine stalinienne (qu'ils soient, nous le répétons, maoïstes, titistes, pro-soviétiques ou autres). Ces marxistes révolutionnaires se réclament tous, eux aussi, de Marx et sont convaincus d'agir en conformité complète avec ses idées alors que les autres ne sont que de « soi-disant » marxistes, des traîtres et des hérétiques. Certains sont effectivement « trotskystes », mais comme Trotsky a beaucoup écrit durant une quarantaine d'années, ses idées ont changé avec le temps : il en résulte que les trotskystes sont incapables de s'unir entre eux et ne cessent de se combattre ! Rien qu'en France, il existe un Parti Communiste Internationaliste à côté d'un Parti Communiste Révolutionnaire, le groupement des militants de *Voix Ouvrière* à côté des militants du groupe Lambert. D'autres marxistes révolutionnaires ne veulent rien savoir de Lénine ni de Trotsky, ces affreux bolcheviks ; ils se réclament les uns de Rosa Luxembourg et des Spartakistes, les autres de Bordigha, les autres encore de Plekhanov et de Martov (les socialistes russes ou mencheviks se situaient nettement plus à gauche que les autres sociaux-démocrates européens).

Mais tous les marxistes n'ont pas été ou ne sont pas révolutionnaires. Les sociaux-démocrates allemands étaient naguère encore (jusqu'au programme de Godesberg, en 1959) de fidèles disciples de Marx et Engels. Bebel et Wilhelm Liebknecht n'ont-ils pas été conseillés et guidés dans leur action par Friedrich Engels en personne ?

Karl Kautsky n'était-il pas, à la fin du siècle dernier, le maître incontesté de la pensée marxiste, celui qui déjà prétendait défendre la pure doctrine face aux aberrations du révisionniste d'alors, Bernstein ? En France, Jules Guesde, en Espagne Pablo Iglesias, en Bulgarie Blagoev, en Autriche Victor Adler, en Angleterre Hyndman se réclamaient de Marx sans être pour autant des révolutionnaires ; c'étaient des socialistes autoritaires, électoralistes et parlementaires, réformistes en un mot. Leur réformisme s'appuyait sur des textes authentiques de Marx au même titre que le révolutionarisme des Lénine et des Rosa Luxembourg ! D'autres courants marxistes réformistes ont existé alors : tels l'austro-marxisme (avec Frédéric Adler, Karl Renner et Otto Bauer) en Europe centrale, ou le marxisme « légal » (avec Tougan Baranovski et Von Struvé) en Russie.

Où est donc la prétendue unité du marxisme ? Il en va du marxisme comme du christianisme. Tous les chrétiens ont pour fondement de leur croyance l'Ancien et le Nouveau Testament, et pourtant il existe ou il a existé des catholiques et des orthodoxes, les luthériens et des calvinistes, des anabaptistes et des quakers, des monophysites, des nestoriens, des arméniens, des ariens, des donatistes, etc... C'est que les écrits de Marx et Engels, tout comme la Bible sont si vagues, si divers, qu'on peut toujours interpréter certaines phrases ou certains passages de manière très différente, qu'on peut retenir seulement une partie des textes en laissant les autres de côté, qu'on peut citer avec autant de raison des œuvres écrites dans un intervalle de quarante ou cinquante ans. Le Karl Marx d'avant 1848 et du *Manifeste communiste* ne pense pas de la même manière que le Marx du *Capital* ; le Marx d'avant la Commune de Paris a un ton et des conceptions différents de celui d'après ; Engels en 1890 ressemble peu à ce qu'il était en 1850.

On trouve dans Marx et Engels des idées internationalistes et des idées pangermanistes, une conception totalitaire de l'Etat à côté d'une conception ultra-démocratique, presque libertaire, on y trouve tantôt un souffle révolutionnaire et tantôt une démarche réformiste, on y trouve de l'idéalisme tout autant que de l'économisme, des hypothèses de travail historique et sociologiques voisinant avec un système étroit du monde et de l'homme. Tout cela est dans Marx mais quel est le vrai Marx ? Celui sans doute que chacun veut y voir ou croit y voir.

Quant à nous qui ne sommes pas marxistes, il nous semble que Staline, Kautsky ou Rosa Luxembourg, sont tout aussi marxistes parce que Staline, Kautsky, Rosa Luxembourg, d'autres encore sont à l'état latent dans Marx lui-même, l'un l'emportant sur l'autre au gré des jours et des cir-

# AUTOUR DES ÉLECTIONS (1)

Max STEPHEN

Il est malaisé de dire la vérité, de parler en hommes libres, qui ne veulent ni se tromper, ni tromper les autres. Quand ce numéro paraîtra, de Gaulle aura été élu, ou du moins il y aura un ballottage pour lui favorable, et qui se terminera par sa victoire. Certains verront dans cette affirmation un désir manifeste de voir triompher cet homme. Qu'y pouvons-nous ? Ils jugent de toutes choses avec la même intelligence et la même objectivité.

Ce fut toujours notre ligne de conduite que défendre les acquisitions de liberté, si minimes fussent-elles, auxquelles on était parvenu. Nous nous sommes dressés, et nous nous dresserons sans faiblir contre le « tout ou rien », et contre l'indifférence devant les tentatives de recul. L'histoire marche cahin-caha dans cet ordre de choses, et chaque pas en avant est une conquête dont nous connaissons le prix. C'est pourquoi nous ne pouvons voir sans un serrement de cœur l'évolution dont est menacé ce pays.

Ceci dit, nous ne pouvons nous cantonner dans l'objection de principe qui, limitée à elle même, sert par trop à rétrécir le problème. D'autres aspects de ces événements doivent être abordés clairement. Nous l'avons fait à diverses reprises. Nous y revenons car il est des vérités qu'on ne répétera jamais assez.

La première cause de la dictature est, cela va de soi, l'existence d'un ou de plusieurs dictateurs. Mais il y a toujours, il y a toujours eu, surtout dans les pays latins et orientaux, des tempéraments, des « natures » de dictateurs qui ne demandent et n'ont demandé qu'à jouer le rôle pour lequel ils se croyaient nés, comme il y a toujours des germes d'infection dans l'organisme humain. Crier contre eux tient de l'impuissance et de la déraison. Ce qu'il faut, c'est ne pas leur offrir un terrain propice à leur implantation. Ou ne pas préparer leur apparition en créant des foyers d'infection là-même où la menace n'existait pas encore.

Or, ce terrain a été créé, en France, par l'attitude des partis politiques de la quatrième République. Nous pourrions dire même du régime parlementaire. A ce sujet, une étude publiée par Yves Lévy, sous le titre « De Charles X à Charles de Gaulle », dans le dernier numéro du *Contrat Social,* nous apporte des données que nous ne pouvons négliger :

« Sous la présidence du maréchal MacMahon, on compta neuf ministères successifs. Sous la présidence de Jules Grévy, le premier gouvernement fut celui de Waddington, et Hanotaux remarque, à l'occasion de sa chute, que sa faiblesse tenait « aux compétitions ardentes du parti républicain, compétitions de principes et surtout compétitions de personnes. » Il notait à ce propos que la majorité républicaine était trop nombreuse pour rester unie, et qu'à cette époque il y avait toujours une fraction de la majorité pour s'unir à la minorité monarchique afin de renverser le ministère. Après quoi, la majorité se ressoudait pour, pendant quelques semaines ou quelques mois, soutenir un nouveau ministère. Sous la présidence de Grévy, il y eut douze ministères dirigés par neuf présidents du Conseil différents. Sous Carnot, dix ministères et sept présidents du Conseil. Sous Casimir Périer, un seul, mais le président lui-même ne dura guère plus de six mois. Sous Félix Faure, qui mourut au bout de quatre ans, cinq ministères et cinq présidents du Conseil. Loubet fut le seul président à ignorer presque entièrement les crises ministérielles, et c'est là la suite la plus remarquable de l'affaire Dreyfus : on procédait à la laïcisation complète de l'Etat, et l'on eût tenu pour trahison ce qui n'était auparavant que le signe d'une divergence d'intérêts ou d'opinion. Après cette pause, le carrousel recommença, et s'aggrava même un peu : il y eut quinze ministères (mais cependant huit présidents du Conseil) pendant le septennat de Doumergue, plus encore qu'au temps d'Albert Lebrun. Sous Vincent Auriol comme sous Coty, la quatrième République offrira des chiffres comparables. »

Puis, dans deux notes successives, l'auteur précise qu'il y eut « seize ministères et dix présidents du Conseil pendant le septennat d'Albert Lebrun, quatorze ministères et dix présidents du Conseil sous la présidence de Vincent Auriol, huit ministères et huit présidents du Conseil sous la présidence de Coty, abrégée par la fin du régime. »

Eh bien, on dira ce que l'on voudra, mais il y a là, pour l'homme moyen, quelque chose d'intolérable. Nous ne sommes pas parlementaristes et ce que nous venons de reproduire expliquerait notre attitude, si des raisons plus profondes ne la justifiaient pas, quoique indiscutablement, entre le parlementarisme et la dictature nous préférerons toujours le parlementarisme. Mais qui peut nier qu'un tel spectacle ne fasse accepter à ceux dont les convictions ne sont pas doctrinairement fondées, l'implantation d'un régime qui mette fin à ce « carrousel » ?

L'esprit de parti, l'obsession partisane nient systématiquement les responsabilités qui nous sont propres, et voient uniquement, même en la grossissant, la culpabilité d'autrui. Nous nous efforçons de nous élever toujours au-dessus de ce travers qui ne sert qu'à justifier la persistance dans l'erreur ou dans la faute. Et nous disons, une fois de plus, que ce « régime des partis » comme on l'appelle, a, par ses sottises, préparé la dictature de Mussolini, de Hitler, et même celle de Franco. Un moment arrive où la population en a assez de toutes ces palinodies, ces crises et ces comédies, et accepte un régime autoritaire pour en sortir. C'est ce qui s'est produit maintes fois dans les anciennes villes de Grèce et de Perse, ou à l'époque de la Renaissance italienne, quand au sein des cités les partis avaient semé un tel désordre qu'on ne pouvait plus en sortir. Alors, on en appelait au tyran, muni des pleins pouvoirs et accepté par les diverses factions et fractions pour rétablir un ordre sans lequel tout s'effondrait, et qu'on ne pouvait plus rétablir soi même. L'intention n'était pas de supprimer la liberté, mais la plupart du temps, le tyran, dont le nom n'avait pas le sens péjoratif qu'il a aujourd'hui, continuait à maintenir l'ordre à sa façon sans rétablir la liberté.

La crise qui a fait venir au pouvoir l'actuel chef de l'Etat n'est-elle pas comparable ? Le général de Gaulle a été investi par la majorité parlementaire, parce que cette majorité, divisée en partis irréconciliables, ne pouvait plus sortir de la situation inextricable qu'elle s'était créée. On a accepté de Gaulle comme le sauveur, et la vérité veut qu'il le fut à l'époque, sans quoi nous aurions eu une dictature militaire dont tous les éléments étaient prêts. Quand on ne veut pas de sauveur de ce genre, il ne faut pas en provoquer l'apparition. Il est trop facile de jouer irresponsablement avec le feu et d'accuser le feu de vous avoir brûlé, ou de ne pas vouloir se laisser éteindre après qu'on l'a allumé.

Toutes les formations politiques ont ainsi été responsables de la montée au pouvoir du général de Gaulle. Et d'abord les gaullistes eux-mêmes, et les communistes, qui mêlaient régulièrement leurs voix contre les gouvernements des autres partis. Ni les uns, ni les autres n'ont le droit d'accuser. Mais le M.R.P. et les socialistes ont également leur part de responsabilités. A ce sujet, il est utile de reproduire ce que Jules Moch écrit dans son livre *Réarmer l'Allemagne*, paru récemment, à propos de la chute, ou d'une des chutes du cabinet Bidault :

« La chute de Bidault, par 352 voix contre 230, le 22 juin, avait été précédée en février par la démission collective des ministres socialistes que je lui avais remise en ma qualité de vice président du Conseil. Notre désaccord, ridiculement secondaire, portait sur une indemnité temporaire de cherté de vie aux petits salariés. Non pas sur sa valeur — Bidault avait fini par accepter notre taux — mais sur la progressivité de sa réduction aux approches du salaire maximal compatible avec son attribution. Différend absurde, illustrant les mœurs qui perdirent la IVe République. Avant l'investiture de Pleven, six hommes avaient été sollicités en cinq semaines, et l'un deux, Queuille, investi le 30 juin par 363 voix contre 208, était renversé le 4 juillet par 334 voix contre 221 ! »

Certes, ne pas sortir du désordre, ne pas faire le nécessaire pour en finir avec ces pratiques, ces mœurs déshonorantes et écœurantes, c'est provoquer la prolongation du pouvoir personnel. Il ne sert à rien de crier contre ce qu'on amène soi-même. Même contre leur gré, bien des gens ont voté pour de Gaulle parce qu'ils considèrent que le plus grand mal serait le rétablissement du marché aux puces parlementaire.

⁂

Mais après tout, il est possible que le parlementarisme soit devenu impraticable dans nos pays latins — il est praticable en Angleterre et dans les pays du Nord de l'Europe et les Etats-Unis, et son échec dans la République de Weimar est dû, avant tout, à la situation créée par le Traité de Versailles. Et le plus probable n'est-il pas que l'action et l'activité publiques doivent s'orienter sur d'autres terrains, sur d'autres pratiques, en marge des corps gouvernementaux qui nous conduisent à une impasse ? N'est-il pas vers l'accomplissement direct des tâches et des fonctions sociales, en soustrayant aux partis et à l'Etat dont ils se servent le plus possible de fonctions directrices, que nous devons nous orienter, comme le demandait Proudhon ? L'Etat augmente de plus en plus, et cela sous la poussée de tous les partis quoique avec des prétextes différents, sa participation dans la gestion des activités économiques et sociales, étend toujours plus son activité et ses responsabilités. On pourra nous dire qu'il agit ainsi aux ordres des trusts, mais nous voyons que socialistes et communistes, aussi bien que gaullistes, prennent continuellement des initiatives qui, sous prétexte de « nationalisation », poussent davantage chaque jour à l'économie d'Etat. Et il est clair que l'accroissement de ce monstrueux pouvoir ne peut aller de pair avec l'insécurité politique constante. Dans de telles conditions, la machine économique ne peut pas être constamment enrayée. Les partis, et leurs jeux sont périmés et dangereux. Et c'est, entre autres, le parti socialiste lui même qui s'élimine du jeu parlementaire et politique, ou qui se condamne à l'échec.

Notre conclusion sera que, mise à part l'attitude des partis sur laquelle nous ne pouvons rien, la prise en main de l'activité sociale directe des forces, des institutions, des organisations économiques, sociales et culturelles, la pratique d'un humanisme non politique, et par conséquent libertaire, prenant conscience de son rôle et s'étendant chaque jour davantage, offrent, seuls, une issue que ne peuvent offrir ni les partis ni la dictature, avec suffrage universel ou non.

---

(*Suite de la page* 1)

constances, dans ce Marx qui, en définitive, a été si peu explicite (sauf peut-être dans le domaine strictement économique), si vague, si prudent quant à l'avenir et à la construction d'une société nouvelle. Mais le fleuve qui sépare Staline de Rosa Luxembourg, par exemple, est large, très large, au moins aussi large que celui qui sépare Proudhon de Kropotkine !

# DÉLINQUANCE ET « DÉFENSE SOCIALE »

## RÉPUTATION DE PIERRE LESTAR

L'article publié par Philippe Verne dans le n° 116 des *«Cahiers du Socialisme Libertaire»* m'a tout simplement stupéfié. Que dans une revue de ce genre on puisse affirmer la nécessité de juger et de condamner des hommes, voire par conséquent de les enfermer sous prétexte qu'ils sont des délinquants, voilà qui rompt avec une pensée philosophique et sociale bien établie depuis que l'anarchisme est apparu. Car dire « anarchiste » ou dire « libertaire », c'est tout un. La pensée libertaire ne se différencie pas de la pensée anarchiste, et qu'a dit cette pensée à chaque fois que de tels problèmes ont été posés, par des ennemis contre lesquels nous nous sommes forcément battus ?

Elle a dit qu'il ne fallait pas juger les hommes, encore moins les condamner. C'est Tolstoï, je crois, qui a écrit : « tu ne jugeras pas ». Et en effet, comment juger, et au nom de quel droit ? Qui peut garantir que la culpabilité existe ? Le déterminisme est-il, oui ou non une réalité ?

Tout individu naît avec des aptitudes, des penchants, un tempérament, une sensibilité qui lui ont été donnés par les conditions de sa gestation, par ce que ses gênes et ses chromosomes ont mis en lui sans qu'il n'y soit pour rien. Celui-ci fera un savant, celui-là un saint, cet autre un brave électeur, cet autre encore un médiocre non pas tant d'après ce qu'ils auront choisi, mais d'après ce qu'ils sont destinés à faire. Que les circonstances favorisent ce qui les caractérisent le plus, et ils prendront tel ou tel chemin. N'y a-t-il pas une injustice et une incohérence flagrante à ce que cela conduisent les uns à la « gloire », les autres à la prison ou à l'échafaud ?

Il n'y a pas de coupables, il n'y a que des victimes. Voilà la vérité, et juger son prochain donc est inadmissible. Ceux qui se révoltent contre la société et qu'on appelle des délinquants ne sont que le fruit de cette société ; c'est elle qui fait les criminels, les faussaires, les voleurs — et encore faudrait-il s'entendre sur ce que l'on entend par « vol ». Le patron qui paie un salaire de famine à ses ouvriers et ouvrières, n'est-il pas un voleur ? Et la société le condamne-t-elle ? L'agioteur, le spéculateur ne sont-ils pas des voleurs ? La seule différence est qu'ils savent se cantonner dans les limites de la loi. Et le commerçant qui revend deux cents francs ce qui lui en a coûté cent, comment l'appellera-t-on ? L'exemple du vol vient de partout, est donné partout. Et n'y a-t-il pas d'attentat plus odieux contre la liberté de l'individu que de l'enfermer dans une cellule et lui dire : « tu ne sortiras pas d'ici jusqu'à ce que nous l'ayons décidé » ?

Philippe Verne cite des cas où il nous demande ce que nous ferions si nous en étions victimes. Je dis d'abord qu'il n'y a pas besoin de tribunaux, de tout l'appareil judiciaire, des polices diverses, des juges, des avocats, des prisons, des bagnes et... de l'échafaud pour savoir se défendre personnellement en cas de besoin. Ensuite, qu'avec la fondation d'une société libertaire — c'est à dire anarchiste —, les causes de délits ou de ce qu'on appelle tel disparaîtraient. Ce n'est pas à ceux qui se réclament des principes ennemis de l'autorité de prendre ces positions. Jusqu'où ces « révisions » vont-elles aller ?

## RÉPLIQUE DE PHILIPPE VERNE

**Notre camarade Lestar développe dans sa lettre les arguments habituels de la pensée anarchiste. Sur le plan philosophique, cette pensée est inattaquable. Mais elle se heurte à la réalité. Il en est de même du christianisme qui, s'il était intégralement appliqué, résoudrait tous les problèmes du monde.**

**Il est certes difficile d'admettre qu'on puisse juger et condamner d'autres hommes, et les enfermer. Mais prenons d'abord deux individus dont l'un, plus fort, attente aux biens, à l'intégrité corporelle, ou à la vie de l'autre. Celui-ci doit-il le laisser faire ? Si, ensuite cet agresseur s'attaque à un troisième individu, faut-il assister sans intervenir à cette nouvelle agression ? Toute réaction, toute intervention pose le problème de la sauvegarde des autres membres de la collectivité, de la défense sociale. Que faut il faire pour éviter que le délinquant persévère dans la criminalité ? Doit on le laisser continuer son activité néfaste pour les futures victimes qui, elles aussi, ont droit qu'on respecte leurs droits et libertés ?**

**Dans le cercle familial, le père ou la mère, qui aime ses enfants n'est-il pas amené à juger leurs actes, et à sanctionner les fautes par une privation quelconque, quand ce n'est pas par une gifle ou une fessée ? L'instituteur, l'éducateur n'est-il pas amené à réprimer les réactions enfantines des mauvais élèves ? L'éducation ne peut consister dans la licence donnée au déferlement des instincts. Il faut canaliser, réprimer même, les mauvais, et faciliter l'épanouissement des bons.**

**Quant au « tu ne jugeras pas », dans la réalité quotidienne, ne jugeons-nous pas, malgré nous, les êtres qui nous entourent d'après leur physique, leur profession, leur milieu, leur appartenance politique ? Et ne sommes-nous pas enclins à les condamner d'après l'étiquette que nous leur avons attribuée, d'après leur comportement aussi ?**

**Que dire alors des délinquants ? Sans doute, de nombreux facteurs sont à l'origine de la criminalité. Il n'y a pas de coupables, il n'y a que des victimes dit notre camarade. Je dis moi, au contraire, que nous sommes tous coupables, car la société, c'est nous tous. Nous sommes tous coupables de ne pas vouloir aborder des problèmes comme celui que j'ai soulevé. Il n'y a pas de coupables, il n'y a que des victimes ! Dans ce cas, le patron, l'agioteur, le spéculateur, le commerçants cités par notre ami sont aussi des victimes de la société, qui cherchent à se « défendre » à l'intérieur de celle-ci ? Sinon, quelles mesures prendraient entre eux des révolutionnaires puisqu'il ne faut pas « juger et condamner » les hommes ?**

**Notre camarade cite le vol. Ce n'est, hélas ! pas le seul délit ou crime. Il faudrait examiner chacun d'eux : assassinat, mutilations, blessures, mauvais traitements à enfant, viol, attentats aux mœurs, prostitution, stupéfiants, etc.**

**Je me souviens du cas récent d'un Allemand qui venait à Paris pour y tuer des prostituées et qui fut finalement arrêté. Fallait-il le laisser en liberté afin qu'il continue son activité meurtrière ? Sans doute, au lieu de le mettre en prison, vaudrait-il mieux le placer dans un hôpital psychiatrique. Mais dans cet établissement, l'intéressé sera également « enfermé » dans une cellule, ce qui constitue évidemment un « attentat » à sa liberté. Mais lui-même n'a-t-il pas attenté non seulement à la liberté, mais à la vie de ses victimes, ce qui est autrement plus grave ? Dans ce cas particulier, que proposerait notre ami Lestar ?**

**Croire que même dans une société libertaire, tous les crimes et délits disparaîtraient c'est faire preuve de naïveté enfantine. Sans doute à la longue, l'éducation permettrait de les éliminer progressivement. Mais au lendemain même de la révolution, tous les adultes, marqués par la société précédente, ne se conduiraient pas « immédiatement en libertaires ». Il faudra alors résoudre les problèmes, les séquelles du régime capitaliste. Ne pas vouloir les aborder, c'est à mon sens manquer de réalisme, de clairvoyance et de courage. Dans son excellente étude sur *Le problème de l'autorité,* parue dans les Cahiers de septembre 1958 à juillet 1959, qui mériterait d'être éditée en brochure, notre camarade Gaston Leval a traité avec brio du sujet. Puissent nos camarades anarchistes s'en inspirer.**

## NOTRE CONFÉRENCE EN SORBONNE

Ce samedi 4 décembre, sous l'égide de l'Association Philotechnique, 130 personnes assistaient en Sorbonne à une conférence de Gaston Leval portant sur le thème « Trois interprétations de l'histoire ». Le public était très jeune. Comme à tout début de conférence, pendant le temps où la liaison « orateur-public » s'établit, une grande attention régna. Les minutes passant elle était toujours aussi soutenue ; par contre un étonnement naissait.

L'interprétation classique de l'histoire, celle des manuels scolaires où le chef est le grand élément moteur, fut brossée en une bonne synthèse avec quelques arrêts entre autres sur l'Antiquité, Philippe le Bel spécialiste avec Jean le Bon, des dévaluations, et les communes du Moyen Age. Ceci pour souligner le rôle trop ignoré des phénomènes autoritaires et des formes de vie qu'ils déterminent.

L'interprétation marxiste, dégagée de citations de Marx, fut passée au crible pour en démontrer les contradictions. A côté des phénomènes économiques seuls déterminants pour Marx, un facteur humain apparaissait peu à peu dans les propos du conférencier et prenait enfin sa place dans une troisième interprétation de l'histoire. Là les agents économiques et les valeurs humaines se lient pour créer le devenir.

Cette interprétation est humaniste, car elle montre que tout ce qui a fomenté et permis l'évolution progressive de l'humanité a été l'œuvre de l'humanité même, par l'œuvre créatrice des individus et des collectivités dans tous les domaines et toutes les activités, tant manuelles qu'intellectuelles, tant techniques que spéculatives. C'est toute une philosophie de l'histoire qui en découle.

La réaction du public fut favorable et le conférencier fut applaudi. En résumé : public intéressant et intéressé (plusieurs prenaient des notes), très bon exposé de notre pensée avec une grande largeur de vues et sans acrimonie d'aucune sorte. Du bon travail d'information comme en témoignaient les propos recueillis à la sortie de la salle.

# HISTOIRE ET AVENIR

Gaston LEVAL

Nous avons assisté, récemment, à une des réunions de *la Révolution Prolétarienne* où nos amis Hagnauer et Jean Maitron ont parlé sur l'histoire du syndicalisme révolutionnaire en France. Comme à l'habitude, il s'ensuivit une discussion à laquelle nous avons pris part, mais tant de sujets ont été abordés qu'il nous a été impossible de dire tout ce que nous aurions voulu, et il nous est même impossible, maintenant, de l'écrire. Toutefois, nous croyons utile de faire un commentaire autour de certains points.

Ce qui se rapporte à l'histoire, d'abord. Que son étude soit utile, nous en sommes archiconvaincus, et nous la fouillons toujours, sous tous ses aspects, c'est-à-dire en ce qu'elle nous apprend de l'évolution de l'humanité, des sociétés et des nations, et même de la vie des peuples primitifs, c'est-à-dire de la préhistoire et de la protohistoire. Nous croyons qu'on ne peut pas voir clair autant qu'il le faut en ce qui concerne l'avenir de notre espèce, et les meilleures formes sociales possibles, ou l'interprétation la plus juste des problèmes humains si nous ignorons cette immense leçon de l'expérience des millénaires et tous les enseignements qu'elle comporte. Ceux qui, présomptueusement, croient que l'on peut émettre maintenant des idées nouvelles et partir à zéro, comme d'autres l'ont cru tant de fois, ne font que prouver les limites de leur intelligence et de leur culture.

Aussi nous semble-t-il très bien que l'on fasse connaître, surtout aux éléments jeunes attirés par la lutte pour l'amélioration de la condition humaine, ce qu'ont été les luttes du prolétariat dans le passé récent.

Cependant, voici un certain temps que nous réagissons contre l'historicisme systématisé. Celui-ci nous apparaît surtout, et d'abord, dans le mouvement anarchiste international. Une foule d'essayistes, petits ou grands, s'occupent d'histoire de ce mouvement ; il en surgit en France, en Italie, en Suisse, en Argentine, en Belgique, en Hollande et autres nations, avec des instituts aux noms différents qui, tous, ont pour but de collectionner des journaux, des revues, des manifestes, des publications de toute sorte, y compris naturellement des brochures et des livres, afin de renseigner les générations futures sur ce qui s'est fait dans le passé.

Cela nous semblerait très bien s'il ne s'agissait que d'un aspect de l'activité intellectuelle du secteur libertaire. Malheureusement, cet aspect mobilise beaucoup plus de recherches que n'en mobilise l'effort nécessaire à la continuité et au développement des idées et du mouvement existants. Il semble très nettement que l'on s'occupe d'écrire l'histoire, ou de fournir des éléments pour l'écrire parce qu'on n'est plus capable de la faire, de s'efforcer de la prévoir et de la déterminer. Parce qu'on est incapable de créer, d'observer et de suivre le développement des faits sociaux avec la promptitude d'esprit et la capacité de déduction grâce auxquelles on peut adapter les principes généraux et les moyens de lutte pour leur triomphe aux conditions nouvelles créées par la rapide évolution de la société moderne. Celui qui constate ces faits, et qui n'est pas dupe des simulacres, en conclut mélancoliquement que lorsqu'un mouvement en arrive à ne savoir que ressasser son passé, à ce narcissisme rétroactif, c'est qu'il est bien près de l'épuisement.

Ce que nous avons entendu dans la réunion de la R.P., en premier lieu de la part des deux orateurs, nous a produit une impression semblable. En premier lieu, parce que l'esprit qui présida aux dissertations fut celui de l'histoire pour l'histoire. Et nous considérons que l'histoire pour l'histoire ne peut satisfaire le combattant qui est toujours tendu en esprit ou en fait, vers des réalisations d'avenir. Du point de vue de la pure culture, elle s'explique. Mais pour les lutteurs, l'histoire a surtout une valeur dans la mesure où ses enseignements les guident pour le présent et pour l'avenir. Que nos amis Maitron et Hagnauer nous excusent, mais cela, à notre avis, a manqué tant dans leur exposé que dans l'esprit de leur exposé. C'est pourquoi aux jeunes qui leur demandèrent ce qu'ils devaient faire, ils répondirent que c'était eux qui devaient, étant donné les circonstances et les conditions nouvelles, ou différentes de la lutte sociale, trouver le chemin à suivre, comme les hommes d'hier l'avaient trouvé à leur heure.

Eh bien, non : cela nous semble une échapatoire ; même si les circonstances ne sont plus les mêmes, tant que nous ne sommes pas ankylosés ou sclérosés — nos deux amis sont loin de l'être — nous devons, nous les « vieux », apporter notre effort, précisément parce qu'une longue pratique nous a préparés aux analyses nouvelles. L'aptitude à le faire ne s'improvise pas. Elle demande un long apprentissage, une habitude de l'étude, de l'analyse critique, de la création intellectuelle, une vaste connaissance des questions traitées, et il est parfaitement naturel que des jeunes prient de bonne foi leurs aînés de les aider et même de les guider, ne serait-ce que dans la méthode de travail et de recherches. Nous reprochons à ceux qui parmi eux méprisent les « vieux » leur suffisance et leur vanité : ce ne doit pas être pour, tombant dans l'excès contraire, refuser d'aider les autres qui, par modestie nécessaire et bienfaisante adoptent une attitude qui les honore.

Les conclusions auxquelles ont pu aboutir les auditeurs sont plus négatives encore si l'on tient compte de certaines paroles de Jean Maitron, recommandant de ne pas considérer les penseurs du socialisme et du syndicalisme d'hier comme des dieux, et de penser par soi-même ; car, même si cela n'était pas son intention, c'est à une rupture totale avec la pensée essentielle, avec les principes élaborés au long des décennies par des hommes exceptionnels que conduisaient ces paroles. Nous savons qu'il y a bien des choses à rejeter, à élaguer, à revoir, à compléter de l'ensemble des doctrines révolutionnaires, telles qu'elles ont été construites par nos grands devanciers. Nous nous battons assez à ce sujet dans cette revue, car une bonne partie des révisions auxquelles nous procédons en ce qui concerne l'anarchisme socialiste, ou communiste, est valable aussi pour le syndicalisme révolutionnaire. Mais cela ne signifie pas que nous repoussions l'essentiel des enseignements donnés par ceux qui furent nos maîtres. Et cet essentiel-là doit être non seulement préservé, non seulement défendu, mais répandu, sans quoi nous tombons dans le risque du mouvement aveugle, de l'activité sans but précis, sans orientation. L'action sociale sans pensée théorique qui la guide conduit à tout, même au fascisme. Difficilement à l'établissement d'un monde meilleur. Il y aurait bien des exemples à donner à ce sujet. Les fondateurs du syndicalisme révolutionnaire ont été, en France, des hommes comme Proudhon et Bakounine, dont se réclamait Pelloutier ; des hommes comme James Guillaume, Pelloutier lui-même, comme Pouget (1), comme Sorel — malgré ses contradictions — comme Lagardelle, comme toute la pléiade de l'Alliance bakouninienne qui avait fondé le mouvement ouvrier d'action directe en Suisse, en France, en Espagne et en Italie. Et s'il est vrai que certaines conceptions secondaires, théoriques ou tactiques, ne sont plus valables aujourd'hui, les idées fondamentales demeurent toujours dans leur force initiale. Le fait que, par insuffisance, on ait trop souvent donné au secondaire une importance primordiale, ce qui fit négliger ou oublier ces idées, n'enlève rien à cette vérité.

Que nous ont appris, qu'ont appris aux militants ouvriers les hommes dont nous avons cité les noms — et tant d'autres, dont Kropotkine, Anselmo Lorenzo, Labriola, Ricardo Mella, etc ? Que le but des syndicats ouvriers devait être la suppression du salariat, la reconstruction de la société sans Etat, au moyen des organisations syndicales, la justice sociale, par l'égalité économique, et la réalisation de ces buts grâce à l'action directe des travailleurs, en marge de l'action politique et parlementaire, grâce aussi à un effort acharné de formation intellectuelle et d'organisation afin d'atteindre le niveau nécessaire dans l'ordre théorique et pratique pour remplacer le patronat et organiser la société nouvelle. Cela, qu'on le veuille ou non, les travailleurs ne l'ont pas trouvé seuls. Cela, nous autres, militants de seconde zone, ne l'avons pas découvert par nous-mêmes. Nous l'avons trouvé dans les livres, dans les brochures, dans les écrits de penseurs qui ont été nos éducateurs. Et si l'on nous dit que, par exemple, la Charte d'Amiens fut l'œuvre de simples militants ouvriers, nous répondrons que ces militants ouvriers étaient, en grande partie, sortis de l'anarchisme, et que c'est — comme le reconnaissait Jean Maitron — dans ce mouvement qu'ils s'étaient formés. La lecture de ce que nous reproduisions dans notre dernier numéro sur la pensée de Bakounine quant au rôle, et à la stratégie des organisations

ouvrières nous prouve que cette Charte d'Amiens n'est qu'un condensé, bien inférieur d'ailleurs par son contenu et son style, de ce que le grand lutteur, qui fut le véritable créateur du syndicalisme révolutionnaire, avait préconisé.

Relisons-le, du reste, cela en vaut la peine :

« Mais alors, il serait donc interdit de s'occuper de questions politiques et philosophiques dans l'Internationale ? Faisant abstraction de tout le développement qui se fait dans le monde de la pensée aussi bien que des événements qui accompagnent et qui suivent la lutte politique, tant intérieure qu'extérieure, des Etats, l'Internationale ne s'occuperait plus que de la question économique ? Elle ferait de la statistique comparée, étudierait les lois de la production et de la distribution des richesses, s'occuperait exclusivement du règlement des salaires, formerait des caisses de résistance, organiserait des grèves locales, nationales et internationales, constituerait localement, nationalement et internationalement les corps de métier et formerait des sociétés coopératives de crédit mutuel, de consommation et de production dans les moments et dans les localités où de pareilles créations seraient possibles ?

« Une telle abstraction, hâtons-nous de le dire, est absolument impossible. Cette préoccupation exclusive des intérêts absolument économiques, ce serait pour le prolétariat la mort. Sans doute que la défense et l'organisation de ces intérêts — question de vie ou de mort pour lui — doivent constituer la base de toute son action actuelle. Mais il lui est impossible de s'arrêter là sans renoncer à l'humanité et sans se priver même de la force intellectuelle et morale nécessaire à la conquête de ses droits économiques. Sans doute dans l'état misérable auquel il se voit réduit maintenant, la première question qui se présente à lui, c'est celle de son pain quotidien, du pain de sa famille ; mais plus que toutes les classes privilégiées aujourd'hui, il est un être humain dans toute la plénitude de ce mot, et comme tel il a soif de dignité, de justice, d'égalité, de liberté, d'humanité et de science, il entend bien conquérir tout cela en même temps que la pleine jouissance du produit intégral de son propre travail. »

Et bien, tout ce que Bakounine énumérait dans son premier paragraphe, et qu'il affirmait être insuffisant, n'a pas même été réalisé. Et pourtant qui peut nier que cela était nécessaire pour préparer la société devant réaliser la formule de la C.G.T. : « Bien-être et liberté » ? Le penseur, le « théoricien » s'est avancé sur les « praticiens », la pratique est restée en arrière, le mouvement syndicaliste n'a pas su arriver au premier stade que Bakounine recommandait.

Quant au deuxième paragraphe, il pose d'autres questions qui sont aussi, toujours, d'actualité. Car on a tellement, sous prétexte de réalisme, limité les inquiétudes, freiné la volonté de savoir, on s'est tant cantonné dans les problèmes immédiats devenus la seule raison d'être des syndicats et des luttes ouvrières que l'on n'a rien fait, ou à peu près, pour élever le prolétariat à la hauteur du rôle historique que ses militants lui assignaient.

Eh oui, cette soif « d'humanité et de science » constituait une base indispensable de dignité, de justice, d'égalité, de liberté, une plate-forme aussi nécessaire que la lutte immédiate contre le capitalisme. On ne pouvait construire une société supérieure avec des hommes qui ne tendent pas vers la supériorité. Ces affirmations n'ont pas vieilli, et ceux qui les éliminent sous prétexte qu'elles ont été énoncées il y a un siècle au moins, oublient qu'il est des vérités éternelles et qui, comme telles, sont toujours d'actualité.

Ce sont ces enseignements, c'est le contenu intellectuel *et moral* des écrits de nos grands théoriciens qu'il faut conserver et rappeler, qui doivent nous guider toujours. Nous pouvons rectifier les moyens tactiques, dire énergiquement qu'il n'est plus question de Grand Soir mystique et de triomphe armé du prolétariat, que les conditions de vie de la classe ouvrière se sont améliorées, que le chemin à suivre doit être corrigé sous certains aspects. Il y a là un travail magnifique à réaliser, et sans doute serait-il utile, *est-il* nécessaire d'organiser des Journées d'Etudes auxquelles prendraient part tous ceux qui appartiennent aux mêmes courants ou à des courants convergents, idéologiques ou doctrinaires. Mais il ne faut pas laisser dans le vide ceux qui nous demandent de les aider, il ne faut pas nous cantonner dans le passé parce que nous ne savons pas, ou pas assez, fouiller le présent, et surtout en dégager les rectifications et les complémentations nécessaires.

---

(1) Signalons que le livre **Comment nous ferons la Révolution** eut pour auteur non seulement Pouget, mais aussi Pataud, et que Kropotkine écrivit à ce livre une préface substantielle.

# CASTES NOUVELLES

*Notre ami Jacques Reclus nous a fait parvenir l'extrait suivant, qu'il a pris dans le livre récent de Lucien Bodard,* La Chine de la douceur.

Chaque usine est dominée par une aristocratie. Sa fonction est de pousser l'exécution du Plan, d'accentuer les procédés psychologiques qui font travailler davantage les ouvriers. Cette aristocratie est celle des bureaucrates. Extérieurement, ils sont habillés exactement comme des prolétaires : bleu de chauffe, casquette. Leurs gestes, leur physique sont exactement pareils. Il n'existe pour eux aucune marque spéciale de respect ou de déférence. On ne les distingue pas, et pourtant la différence est énorme. Elle est plus grande, sur le plan de l'autorité, qu'entre les patrons et les salariés du capitalisme. Car les bureaucrates commandent au nom du peuple, et leurs ordres sont absolus, ne souffrent aucune atténuation. Chaque usine est une dictature.

La « hiérarchie » est surtout lourde dans les petites manufactures. Dans les usines géantes, l'ouvrier a seulement à suivre la cadence de la machine moderne. Mais dans les simples fabriques, les bureaucrates sont là pour tirer tout le possible du travail humain mis dans les normes, les coefficients, les quotas. Lorsque la machine est déficiente, c'est le prolétaire qui doit y suppléer.

C'est dans une fabrique de chaussures de caoutchouc de Chang-chun (Mandchourie) que j'ai vu le gouffre entre le sort des bureaucrates et des ouvriers. Le bureaucrate principal approche de la soixantaine, il a l'aspect rassurant du rond-de-cuir bonhomme. Jadis il a servi les Japonais, le Kuomintang, c'est un ancien collabo. Mais quand, avec sa petite suite de subalternes, il m'accompagne dans l'atelier de couture de semelles, les 400 ouvrières entassées ont peur.

Le bon bureaucrate me vante son système d'émulation. Cela se passe dans un hangar. Des tables de trente mètres de long sont serrées les unes contre les autres. Derrière chaque table, une quarantaine d'ouvrières sont assises, travaillant sur de rustiques machines à coudre ou à perforer. Il y a le rythme, la précipitation saccadée d'un film comique du début du cinéma, d'un Charlot 1920. Chaque ouvrière n'a qu'une idée fixe, la rapidité. Jamais elle ne relève la tête, ne dit un mot. On ne voit d'elle qu'un bonnet blanc sur la tête, le tampon d'ouate sur la bouche, et les mains; toutes les deux ou trois secondes, elle sursaute pour faire un nouveau geste : manier la semelle contre une grosse aiguille, en happer une autre pour recommencer indéfiniment, vertigineusement. Cette tension est augmentée par les affiches, par les têtes de Mao disant : « encore plus vite ». Les tableaux de l'émulation sont énormes. Sur des mètres carrés, au milieu de guirlandes de fleurs artificielles, ils étalent les résultats quotidiens de chaque travailleuse en des craies de couleurs différentes. Et surtout il y a la musique chinoise à la sonorité assourdissante ; elle est faite de gongs, de cymbales, de tambours, et percute contre les tympans à une cadence de mitrailleuse.

Le bureaucrate, en toute bonne conscience, me dit :

— La production a augmenté de 120 % depuis un an.

— Mais n'avez-vous pas des ouvrières qui sont usées, qui tombent malades ?

— Cela arrive. Alors on les soigne. Et puis elles sont aisément remplacées.

# NOTRE SOUSCRIPTION PERMANENTE

Hugo Rolland, 40 ; J. Molina, 7 ; H. Molina, 12 ; Duran, 2 ; Marsella, 4 ; J. Latru, 2 ; J. Hubert, 2 ; J.-P. Belliard, 7 ; Segouffin, 12 ; A. Mur, 12 ; Meysonnier, 20 ; A. Garcia, 4 ; A. Langlois, 2 ; C. Laurenti, 2 ; Groupe Humaniste libertaire, 60 ; R. Hagnauer, 12 ; Gazagne, 4 ; L. Ledrapier, 2 ; M. et R. Le Fur, 32 ; R. Bianco, 2,50 ; Reynaud, 2 ; A. Ledrappier, 10 ; Groupe Humaniste libertaire, 40 ; R. Le Fur, 5 ; Meysonnier, 20 ; L. Gilof, 10 ; Guegain, 2 ; Baumel, 4 ; G. Bouyé, 2 ; R. Pottier, 7 ; A. Marbœuf, 7 ; Piron, 3 ; Montaner, 25 ; Iglesias, 10 ; Groupe Humaniste libertaire, 120 ; Csapek, 12 ; Tonda, 2 ; H. Dubreuil, 5 ; Pannetier, 8 ; Fuentealba, 30 ; Mme Rouget, 30 ; Vola, 12 ; Bonsignori, 2 ; Meysonnier, 25 ; H. Picard, 2 ; L. Brander, 8 ; Laillier, 5 ; Thébault, 12 ; Denise Michaud, 2 ; Antoine, 5,50 ; Grégoire, 2 ; Piron, 3 ; Hoffer, 5 ; Hermant, 1 ; Palix, 4 ; Navel, 7 ; Chauffat, 30 ; Précias, 2 ; Pardes, 2 ; Jacques Weugue, 3 ; Marcadet, 5 ; Castillo Nardo, 35 ; Balanguer, 2 ; R. Paon, 2 ; Piron, 3 ; Lapoil, 7 ; J. Hébrard, 12 ; Groupe Humaniste libertaire, 177.

# CUBA ET LE CAPITAL U.S.A.

Il est très difficile de parvenir au « débourrage des crânes » après qu'une propagande tenace a fait croire au secteur d'opinion auquel elle s'adresse que son interprétation des faits est la seule valable parce que la seule réelle. Surtout lorsque, par surcroît, le sens de cette propagande répond à l'esprit de cette opinion.

Ainsi, en ce qui concerne Cuba et les Etats-Unis, l'opinion générale des hommes qui appartiennent aux partis de gauche, est que le capitalisme « yanque » était, dans la belle île actuellement asservie par la dictature castro-communiste, le maître absolu de l'économie grâce à l'industrie sucrière dont il avait le monopole absolu. C'est entre autres choses ce qu'écrivait Jean-Paul Sartre après le voyage qu'il fit, avec Simone de Beauvoir, immédiatement après le triomphe fasciste. « Tout, à Cuba, est imprégné de sucre » (ou « sent le sucre », nous ne nous souvenons pas absolument de ses paroles, mais tel en était le sens). Et si les capitalistes nord-américains sont les maîtres du sucre, ils sont maîtres de Cuba.

Or, voici des chiffres qui réfutent ces faciles mensonges auxquels les gens prédisposés à l'esprit partisan croient dur comme fer. Nous les prenons dans la *Geografia de Cuba* dont l'auteur, homme du régime castriste, est A. Nuñez Jiménez. C'est lui qui fut chargé d'organiser l'I.N.R.A. (Institut National de Réforme agraire) qui s'empara bientôt de presque toute l'économie du pays, et la nationalisa en la mettant sous la coupe de l'Etat. Il est, croyons-nous, relégué maintenant au second, au troisième ou au quatrième plan. Mais les données publiées dans son livre en ce qui concerne les faits économiques auxquels ils se référait en 1960 n'en continuent pas moins d'être valables. Et voici ce que nous trouvons aux pages 109-110 :

« En 1939 il y avait à Cuba 174 « ingenios azucareros » (1) qui produisirent 24.405.368 sacs de sucre de 250 livres (2) et dont la distribution, selon la nationalité des propriétaires était la suivante :

| | | |
|---|---|---|
| Ingenios | nord-américains | 66 |
| » | cubains | 56 |
| » | espagnols | 33 |
| » | canadiens | 10 |
| » | anglais | 4 |
| » | hollandais | 3 |
| » | français | 2 |
| | Total | 174 |

En cette année, et toujours selon A. Nuñez Jiménez, 55,07 de la production de sucre fut l'œuvre des « ingenios » nord-américains, et 22,42 pour cent des « ingenios » cubains. Le reste, soit 22,51 pour cent fut l'œuvre des « ingenios » de différentes nationalités dont on a vu le total.

Certes, les ingenios nord-américains produisirent à eux seuls un peu plus que tous les autres. Mais parler de domination absolue était et est fausser la vérité. D'autant plus que le sucre cubain se vendait surtout aux U.S.A. et était payé par ceux-ci 80 pour cent de plus que le cours mondial, ce qui ne se produit plus depuis que les Etats communistes, surtout la Russie, sont devenus les acheteurs de la production sucrière cubaine. On se demande ce que le peuple a gagné au change... ?

Mais suivons l'analyse de la propriété des ingenios. Toujours dans le même livre, à la suite des chiffres qu'il fournissait et que nous venons de reproduire, A. Nuñez Jiménez nous informe sur l'évolution de la propriété des « ingenios ». Ces nouveaux chiffres se réfèrent à l'année 1958, c'est-à-dire à la veille de la révolution cubaine. Il y avait alors 160 « ingenios » dont la répartition par nationalité était la suivante :

| | |
|---|---|
| Cubains | 121 |
| Nord-américains | 36 |
| Espagnols | 3 |
| Français | 1 |
| Total | 160 |

On voit avec quelle rapidité les entreprises sucrières passaient aux mains des capitalistes cubains, c'est-à-dire d'hommes qui disposaient d'argent suffisant pour les acheter parce qu'ils s'étaient enrichis par d'autres activités économiques que les propriétaires nord-américains d'ingenios ne leur avaient pas empêchés de déployer.

Quant au pourcentage de la production, il avait évolué comme suit : 62,13 % était l'œuvre des « ingenios » cubains ; 36,65 % des « ingenios » nord-américains. Toujours en pourcentage net, la production strictement cubaine avait triplé, et si l'on tient compte du fait que le nombre total de sacs de sucre était passé de 24.405.368 en 1939 à 50.295.367 en 1958, on voit quelle fut l'augmentation formidable, en faveur du capital cubain dans cette période que les apologistes du castrisme nous présentent comme ruineuse pour la nation cubaine !

Ajoutons une donnée supplémentaire. Les défenseurs aveugles de Castro prétendent que le capitalisme nord-américain imposait une économie unilatérale qui, centrée sur un unique produit (le sucre en ce cas), empêchait le développement des diverses productions nécessaires à l'existence d'un pays. En ce qui concerne l'agriculture, signalons que Cuba, qui, toujours suivant le même Nuñez Jiménez, comptait 4.115.000 têtes de bétail bovin en 1946, et 4.042.125 en 1952, en comptait 6.000.000 en 1959, pour une population de 7 millions d'habitants. Ce qui, appliqué proportionnellement, équivaudrait à 40.000.000 de bovins en France pour 49 millions d'habitants. Mais aujourd'hui, à Cuba, la viande est rationnée à raison de 500 grammes par mois et par personne...

C'est la faute du capitalisme yanque sans doute ?

Quand donc cessera-t-on de propager les mensonges de la propagande totalitaire sous prétexte qu'il s'agit de révolution ? Quand donc cherchera-t-on à s'informer sérieusement avant de faire, par paresse, ou par légèreté, le jeu des dictateurs et des massacreurs qui se sont hissés au pouvoir en trompant les masses ?

(1) Entreprises sucrières.

(2) La livre, 453 grammes.

## *« Un Etat-Patron tout-puissant »*

Sous ce titre très significatif l'auteur, qui signe ZEMLIAK, nous fait découvrir des aspects intéressants de la presse soviétique. Le livre renferme de nombreux extraits de la presse officielle de langue russe, et des fragments de discours des plus grands personnages du Régime, qui permettent à eux seuls de condamner sans appel le système communiste appliqué aux pays de l'Est.

Un tel livre fournit des arguments de poids pour discuter avec « nos communistes » pour qui de telles preuves doivent être sacrées du seul fait de leur provenance.

Un regroupement des citations permet d'avoir une vue assez générale sur l'agriculture, l'industrie, les transports, les salaires, et la spéculation partout présente en U.R.S.S. Un aperçu de la théorie bolchévique de la lutte des classes et de son application, ainsi que des données générales sur l'infiltration communiste dans le monde, viennent compléter cet exposé.

En conclusion ZEMLIAK s'efforce de démontrer la nécessité d'un régime socialiste libertaire devant constituer une « troisième force » mondiale. C'est une audace toute littéraire qui tient assez peu compte des moyens et de la bonne volonté des libertaires disséminés sur la planète. Ce sera notre seul reproche, excepté le fait que les citations portent trop sur des problèmes locaux (à l'échelle de la commune ou des républiques) et pas assez sur des problèmes aux dimensions de « l'Union ». Mais aux lecteurs de faire des synthèses.

Malgré cela c'est un livre utile, surtout pour discuter avec des arguments de poids avec nos « communistes nationaux ».

J. Bouyé

**Ce numéro paraît, bien malgré nous, avec un mois de retard, l'imprimerie où il est confectionné ayant été débordée de travail. Nous espérons, pour compenser cette carence, pouvoir faire un numéro double le mois prochain. Que nos amis veuillent bien nous excuser.**

**Qu'ils veuillent aussi bien excuser le fait qu'un article comme** Autour des élections **semble chronologiquement quelque peu en retard. Nous pensons que, malgré tout, l'essentiel en est toujours valable.**

# ENCORE LES NATIONALISATIONS

Marc NOULIN

Que l'auteur de l'article d'avril 1965 sur les *Merveilles des nationalisations* se relise et il verra qu'il en ressort bien qu'il relègue l'ensemble des salariés des entreprises nationalisées au rang des exploiteurs, et non pas seulement des cadres comme il l'affirme dans le numéro de novembre. C'est sur ce point seulement que j'entendais lui répondre, comme le fait également Fayolle taxé de non-sérieux pour s'être expliqué dans d'autres colonnes.

D'ailleurs, cet auteur récidive quand il s'en prend à la masse des retratiés. En effet, ces salopards qui ne veulent pas mourir assez vite ruinent l'économie du pays avec leurs 300 ou 400 francs par mois (dans la région parisienne). A l'ère de l'automation, prétendre continuer à ne travailler que jusqu'à 55 ou 60 ans serait un non-sens ! Je pensais, moi, que le progrès pourrait permettre à *l'ensemble* des salariés de travailler moins.

Je signale en passant que mon argumentation et les chiffres qui seraient tirés des revues luxueuses et spécialisées de la S.N.C.F., ont été pris sur le « tas » et dans une étude syndicale ( 1). Et quand on semble m'incorporer « mentalement et en esprit » à l'entreprise et à l'Etat, je crois qu'il y a erreur d'adresse. En effet, dans le numéro de novembre de l'*Humanisme Libertaire,* voici ce que l'on peut lire sous la plume d'un des habituels collaborateurs de la revue : « On parle souvent des sévices de la police et même de tortures. De quelques *cas particuliers* qui sont condamnables on fait une règle générale alors que je connais des *policiers intègres* qui accomplissent leur fonction *humainement* et respectent *les droits de l'homme.* » En fait d'intégration, on ne peut mieux faire.

*L'Humanisme Libertaire* se rengorge de sa parfaite connaissance de la lutte que se livrent le capitalisme privé et l'Etat. Il me semble que cette connaissance appelle quelques correctifs.

De fait, ce duel en certaines circonstances n'est qu'apparence.

Les transports ferroviaires dont il est ici question étant une nécessité pour le capital (2), il lui est bénéfique que la gestion financière soit mise au compte de l'Etat c'est-à-dire au compte de tous tandis qu'il en reste le principal utilisateur. La bête monstrueuse que l'on nomme Etat n'effarouche pas trop ce capital privé puisqu'à la S.N.C.F., les 49 % d'actionnaires des anciennes compagnies (Rothschild, etc...) continuent à encaisser des dividendes (tandis qu'il y a déficit). Et ce capital se servant à bon compte du réseau pour les besoins de ses industries, participe d'autre part au pillage d'une manière active. Cette confortable situation est facilitée par le fait que le capital privé a introduit dans l'Etat nombre de ses représentants (Pompidou, Couve, etc...).

Il n'est pas inutile de rappeler que dans tous les pays de l'Ouest européen, les chemins de fer sont nationalisés et ce n'est pas un pur hasard que le capital laisse à tous la charge des inconvénients inhérents à l'exploitation des réseaux ferrés (dissémination extrême avec pour corollaire un entretien coûteux et une impossibilité de lutter contre le parasitime et l'irresponsabilité) tandis qu'il en retire lui l'essentiel : le transport de ses produits. Cet exemple montre bien la marge qui sépare une habile astuce de l'expropriation pure et simple telle qu'elle s'est produite en U.R.S.S. ou à Suez.

Que ceci ne soit guère réjouissant, il n'est personne pour le contester, mais tenter d'isoler le problème et de déclarer que les employés des entreprises nationalisées sont les exploiteurs de ceux des entreprises privées me paraît tout à fait négatif. Lorsque MM. Dassault, Prouvost, Boussac, industriels privés dilapident l'argent pour éditer des journaux tels *L'Aurore, Le Parisien libéré, Le Figaro, Vingt-quatre-heures, Jours de France, Paris-Match,* etc... il ne vient à l'esprit de personne d'incriminer les employés des entreprises de ces messieurs. Lorsqu'on évalue le *déficit moral* accumulé par la littérature répandue par ces feuilles, il ne vient à l'idée de personne d'incriminer les travailleurs de la presse et, en particulier, les correcteurs où, paraît-il, il y a une tradition libertaire.

## REPONSE

Chacun embrasse ce qu'il peut, selon ses informations, ses connaissances, ses aptitudes. Il est un problème d'importance énorme et qui en domine beaucoup d'autres, bien qu'il passe par trop inaperçu, en grande partie parce que presque tous les partis politiques, y compris ceux de gauche et certains de droite, convergent dans leur attitude : c'est celui du passage de l'économie sous tutelle de l'Etat, de l'étatisation croissante de la vie matérielle et de la fonctionnarisation matérielle, psychologique et mentale des travailleurs, des salariés employés dans les branches étatisées ou « nationalisées ». Toute l'histoire montre que les corporations d'Etat ont constitué, dans la société, des forces de stagnation plus ou moins privilégiées (si les fonctionnaires sont si mal payés, pourquoi la course continuelle au fonctionnarisme, pourquoi ceux qui se plaignent toujours des faibles traitements — on ne connaît jamais le total des à-côtés — n'ont-ils, en général, rien de plus pressé que de faire de leurs fils de nouveaux fonctionnaires ?). Ces forces se sont toujours situées, et tendent toujours à se situer en marge de la masse ouvrière et paysanne non incorporée dans les organisations d'Etat et — nous laissons à part les cas individuels dont, nous en sommes certains, les camarade Noulin fait partie — la réalité est que l'employé qui revêt un uniforme d'administration publique se montre envers la masse non uniformisée presque toujours autoritaire, comme faisant partie d'un monde à part et supérieur, qui ne lésine pas sur l'application du règlement contre les usagers.

Il est donc normal, et nécessaire, que nous posions ces problèmes, car nous répétons que l'étatisation économique, par la création des grands corps et des grandes entreprises d'Etat, est un danger que ne perçoivent pas les gens à courte vue, mais que perçoivent ceux qui connaissent l'histoire de l'humanité, et les causes multiples du déclin des civilisations.

Ceci dit, nous allons répondre succinctement aux affirmations du camarade Noulin. :

1°) On peut exploiter directement ou indirectement les autres, sans en prendre soi-même l'initiative. Nous disons qu'il y a exploitation indirecte, mais réelle, quand on se garantit une situation donnée grâce aux impôts ou aux tarifs excessifs que paye la totalité des membres de la société — les salariés privés en premier lieu dans ce cas — et qu'on ne fait rien pour sortir de cette situation. Dans le cas des entreprises nationalisées, les garanties assurées aux salariés et le fait qu'il y ait plus de retraités que d'employés en activité, sont possibles aux dépens de la masse des usagers, non des patrons ou des actionnaires, comme il arrive dans l'industrie privée. Ceux qui bénéficient de cette situation trouvent cela très bien parce que, par égoïsme naturel et corporatif, ils ne s'occupent pas de savoir comment leur est assurée la sécurité de l'emploi ou la possibilité de jouir de retraites anticipées, qui leur permettent d'exercer d'autres professions, ou les hauts traitements de la hiérarchie établie. Cela est pour toutes les entreprises nationalisées, non seulement pour la S.N.C.F. Et ce qui est grave, c'est que, toujours prise globalement, la masse des différents échelons, en commençant par le plus bas, est par esprit de corps, est solidaire de la hiérarchie qui l'exploite aussi. A ce moment, nous avons le droit de dire qu'il y a exploitation, même si ceux qui l'exercent le font sans trop y penser ou ne font rien pour sortir de ce système. Ils sont alors, aussi, responsables.

Cela du reste n'enlève rien aux autres corporations privilégiées, quoique de différentes manières, qui appartiennent au domaine privée. Lire l'article *Le Revendicationnisme syndical,* paru dans notre dernier numéro ;

2°) Il nous semble bien que l'on prenne sa retraite à 55 ou 60 ans (l'auteur de ces lignes a 70 ans et travaille toujours) et même plus tôt, à condition que ce ne soit pas aux dépens de la masse travailleuse non étatisée qui en fasse principalement les frais ;

3°) Nous ne voyons pas quel rapport il y a entre le problème débattu et la question de savoir s'il est ou non des policiers intègres ;

4°) Le camarade Noulin ne fait que répéter, sans plus chercher, les arguments opportunistes des socialistes, communistes et syndicalistes réformistes qui l'entourent. La nationalisation des chemins de fer, comme toutes les autres, a été l'œuvre non pas des capitalistes privés, mais des socialistes, des communistes, des forces de gauche qui les ont suivis, et des syndicats aux mains des socialistes et des communistes. Dans les mesures pratiques immédiates que depuis 1848, le *Manifeste communiste,* de Marx et Engels, le point 6 stipule textuellement :

*Centralisation entre les mains de l'Etat de tous les moyens de transport*, et tou-

jours, depuis, les socialistes ont demandé cette mesure, et ce sont, contrairement à ce que dit notre camarade, les partis de droite, les capitalistes privés qui s'y sont opposés — et qui continuent de s'y opposer. Mais quand l'affaire va mal, financièrement, on brouille les cartes pour ne pas reconnaître son erreur. C'est ce que font aujourd'hui socialistes et communistes.

Du reste, on ne voit pas qu'en Russie, qui nous est citée en exemple, les choses aillent beaucoup mieux, bien au contraire (voir notre éditorial). Et, en Egypte, les fellahs n'ont rien gagné à la nationalisation du canal de Suez. Car toujours, l'économie d'Etat, l'administration d'Etat ont été déficitaires. « Il est désormais universellement reconnu, que tout ce que produit l'Etat, soit en travaux d'utilité publique, soit en objets de consommation domestique ou personnelle, coûte trois fois plus qu'il ne vaut », écrivait déjà Proudhon dans *Système des contradictions économiques*. Aussi attribuer à l'introduction dans l'Etat de certaines personnalités politiques (Pompidou, Couve de Murville, etc. et ont-ils vraiment une participation personnelle dans le montant des affaires des entreprises nationalisées ? nous voudrions des preuves) c'est voir les choses par le petit bout de la lorgnette. C'est le système d'ensemble en soi, qui est mauvais.

Enfin, on ne voit pas que les propriétaires de journaux (Dassault, Prouvost, Boussac), « dilapident » des sommes énormes en éditant leurs quotidiens ou leurs publications. C'est bien le contraire qui se produit. D'autre part, les correcteurs, pas plus que les typographes ou les rotativistes n'ont rien à voir avec ce dont il s'agit. Dans cette société, on ne choisit pas son travail. Nous ne reprochons pas aux cheminots de transporter des objets inutiles ou néfastes (des canons par exemple). Ce n'est pas le problème posé. Le problème posé est celui de la gestion économique financière déficitaire, dont les salariés des administrations d'Etat ou nationalisées sont solidaires contre les salariés des activités économiques privées. Et la nécessité qu'ils en prennent conscience, comme nous demandons que prennent conscience de leurs privilèges ceux qui, dans les industries privées, sont privilégiés aux détriment des salariés moins bien partagés.

Problème de morale humaine et d'esprit de justice avant tout. Et de véritable socialisation. Tant pis si nous heurtons l'esprit routinier et déformateur qui, traditionnellement, fausse le fond de tous les problèmes.

Ceci dit, nous croyons qu'il n'est plus utile de poursuivre cette discussion.

---

(1) **N.D.L.R.** — Mais ce sont les mêmes arguments qui sont publiés dans ces revues dont nous avons du reste pris connaissance. Les sources bureaucratiques, syndicales et administratives sont les mêmes. Car il y a « osmose ».

*Réabonnements !*

***Réabonnements !***

# A PROPOS D'ANARCHIE

**Un camarade, qui pendant des années fut un des meilleurs collaborateurs de cette revue, et peut-être le meilleur, est retourné à l'attitude et la pensée individualistes qui auparavant avaient été les siennes. Ce qui l'a conduit à des jugements pessimistes sur l'humanité, et à la conviction catégorique que l'homme est un être stupide dont il n'y a rien à espérer. Mais aussi à la conclusion, nullement nouvelle pour ceux qui appartiennent au courant de pensée qui se réclamait de Stirner, de Tucker ou d'Emile Armand, que l'anarchisme est une philosophie négative et ne peut être autre chose. Aussi, dans une discussion que nous eûmes avec lui, affirma-t-il péremptoirement que l'anarchie n'était pas une conception d'organisation de la société,** mais la négation de toute organisation.

**Comme nous lui citions ce qu'avait écrit Kropotkine, et nous disposions à lui citer d'autres écrivains et théoriciens de l'anarchisme, il nous interrompit pour affirmer que « Kropotkine s'était trompé ».**

**La discussion ne put se prolonger. Il n'aurait du reste, servi de rien qu'elle le fût. Mais nous croyons utile de traiter aujourd'hui, bien que brièvement, ce sujet, parce que se taire c'est en quelque sorte faciliter les déviations qui, au long de son histoire, et à peu près dans tous les pays — l'Espagne exceptée, du moins pour le passé — ont déformé et continueront de déformer le contenu initial véritable de cette pensée.**

**On sait que le mot « anarchie », employé par Proudhon pour la première fois comme définition d'une philosophie sociale, impliquait pour cet auteur une conception nouvelle** d'organisation de la société **(1). Ou il impliquait carrément le désordre, le chaos, la déliquescence. Ces contradictions proudhoniennes sont à examiner de près, et sans doute le ferons-nous un jour mais quand Proudhon « préconisait » l'anarchie, on comprend bien qu'il ne recommandait pas le désordre et le chaos comme une philosophie sociale : au contraire, il les combattait, et alors combattait l'anarchie en elle-même au sens classique du mot. Lorsqu'il la recommandait, c'était bien pour proposer un mode d'organisation de la société, une façon de la structurer afin de changer et d'améliorer les rapports entre les hommes. Voici par exemple comment il précise sa pensée dans son article intitulé** A Pierre Leroux, **publié le 13 décembre 1849, dans son journal** Le Peuple.

**« C'est ce que nous exprimerons d'une manière plus concrète encore et plus intelligible et plus pratique, en disant : le peuple ne décerne pas de mandat général, il ne décerne que des délégations spéciales. Le mandat général, c'est la hiérarchie, la royauté, le despotisme ; la délégation spéciale, au contraire, c'est la liberté, l'égalité et la fraternité : c'est l'anarchie.**

**« L'Etat, organisme de convention, essentiellement parasite, distinct du peuple, en dehors et au-dessus du peuple, recevant du peuple mandat à la fois général et spécial, l'Etat n'ayant pas lui-même ni science ni idée y supplée par la loi. L'anarchie, au contraire, c'est la société vivante, le peuple ayant conscience de ses idées, se gouvernant comme il travaille, par division d'industries, délégation spéciale, d'emploi, en un mot par la distribution égalitaire des forces ».**

**Il ne s'agit donc pas dans l'anarchie dont Proudhon fut le théoricien, de nier toute forme d'organisation, ce qui impliquerait l'effondrement, l'anéantissement de la civilisation et de la société, le triomphe de la déliquescence et la mort de l'humanité. Il s'agit d'organiser mieux la vie matérielle et sociale pour le bien de tous.**

**Ce n'est donc pas seulement Kropotkine qui se serait trompé, mais aussi Proudhon, et à peu près tous les grands penseurs de l'anarchisme, comme Elisée Reclus, Jean Grave, Malatesta, Ricardo Mella, Luigi Fabbri, Rudolph Rocker, Sébastien Faure, Pietro Gori, Anselmo Lorenzo, Louise Michel, Charles Malato, etc. Et contre toutes ces personnalités auraient raison les fantaisistes et les irresponsables dressant contre eux une conception n'ayant absolument rien à voir avec le contenu réel, et les buts précis de l'anarchisme.**

**Nous ne pouvons empêcher ces déviations. Nous nous y sommes efforcés sans résultat tout au long de notre vie. L'équivoque, ou les équivoques que porte en soi la définition verbale choisie favorise la multiplicité des interprétations, et c'est une des raisons pour lesquelles nous préférons renoncer à un vocable qui permet, justement parce qu'il n'affirme rien d'une façon concrète et clairement délimitée, que tout individu centré sur la seule négation de l'organisation sociale et sur l'irresponsabilité de chacun envers la collectivité lui fasse dire le contraire de ce que lui attribuaient ceux qui lui ont donné droit de cité dans la pensée sociale du dix-neuvième et du vingtième siècle. Et nous savons bien que nous ne convaincrons jamais ceux qui s'obstinent à ne voir que la seule négation. Depuis 1880, dans un pays comme la France, les deux interprétations se sont heurtées, et elles ont donné lieu à la formation de deux courants, non pas complémentaires, mais opposés : le courant socialiste, ou communiste anarchiste, né avec Proudhon et développé par le plus grand nombre des penseurs anarchistes, et le courant individualiste qui débouche forcément sur le nihilisme.**

**Mais, il nous semble utile, et nécessaire, de rappeler ces vérités premières pour, simplement, défendre la vérité concernant un courant de pensée qui a été beaucoup plus corrodé par les déviations internes de tant de théoriciens sans valeur que par les répressions extérieures trop facilement invoquées pour justifier le mal dont on est soi-même responsable.**

---


## NOUS AVONS EN VENTE

Nous tenons à la disposition de nos lecteurs, pour faciliter la diffusion de nos idées les éléments de propagande suivants (prix franco dans tous les cas) :

- **L'Enfance en croix,** récit par Gaston Leval (224 pages, **7 F)**
- **Eléments d'éthique moderne,** par Gaston Leval (105 pages, **2,50 F)**
- **Pratique du socialisme libertaire,** par Gaston Leval (82 pages, y compris quatre schémas, **2 F)**
- **Le Monde nouveau, son plan, sa constitution, son fonctionnement,** par Pierre Besnard (124 pages, **3 F)**
- **Des miracles de Lourdes à Teilhard de Chardin,** par Georges Las Vergnas **(5,50 F)**
- **Socialistes libertaires, pourquoi ? (0,20 F)**
- **Le Chemin du socialisme (0,60 F** franco)
- **Cellule 8 - 14e rayon,** par Maurice Lime, **5,50 F** franco.
- **Le caïd du bord,** par Maurice Lime, **5,50 F** franco.
- **Les belles journées,** par Maurice Lime, **5,50 F** franco.


---


**ADMINISTRATION** — Abonnement annuel : France : **8 F.** - Etranger : **10 F.** - L'exemplaire : **0,70 F.**

Demandes et mandats à : **Mme Luce OTTIE - 21, rue des Mathurins, BIEVRES (Seine-et-Oise) - C.C.P. Paris 5935 - 17**

**DIRECTION** — Gaston LEVAL - 33, boulevard Edgar-Quinet, PARIS (14e)

Le directeur-gérant, **Gaston LEVAL**

**idi,** Argenton, Indre - Dépôt légal : 4me trimestre 1965.